

ARRÊTÉ

n°2005-32-16 du 1^{er} février 2005

portant prescriptions complémentaires et autorisant la modification du phasage d'exploitation et de remise en état ainsi que le mode de transport des matériaux à la société KIBAG KIES BASEL pour sa carrière de Hégenheim dit « site 2 »

**Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-253-11 du 9 septembre 2004 qualifiant de projet d'intérêt général le projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC III) dans le département du Haut -Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°930570 du 19 avril 1993 portant autorisation en faveur de la société HUPFER AG ALLSCHWILL de poursuivre et d'étendre l'exploitant d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune Hégenheim, déclaration d'abandon partiel de terrains sur cette même carrière et sursis à statuer (rejet en l'état) d'une partie de la demande d'extension,
- VU** l'arrêté préfectoral n°951569 du 11 août 1995 portant autorisation d'extension d'une carrière à Hégenheim par la société HUPFER AG ALLSCHWIL,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°991369 du 23 juin 1999 prescrivant la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la société KIBAG KIES BASEL à Hégenheim,
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant datant du 11 août 1995 délivré sans frais à la société KIBAG KIES BASEL et transférant le bénéfice des autorisations accordées à la société HUPFER AG ALLSCHWIL,

- VU** la demande de modification des conditions d'exploitation d'août 2004 de la société KIBAG KIES Basel,
- VU** l'avis du 30 novembre 2004 émis par la mairie de Hégenheim,
- VU** le rapport du 2 décembre 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 21 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que la société KIBAG KIES a déposé un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation pour sa carrière d'Hégenheim dit site 2 en préfecture,

CONSIDÉRANT l'avis du Maire de la ville d'Hégenheim concernant la demande de modification de la société KIBAG KIES BASEL pour son site 2 en date du 26 novembre 2004,

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments développés dans la demande de la société, il ressort que les modifications concernant le mode de transport des matériaux du site 2 vers le site 1 de la société, le phasage d'exploitation et de remise en état ainsi que les garanties financières semblent peu notables par rapport au dossier initial de demande d'autorisation et ne nécessitent pas que cette demande fasse l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation avec enquête publique,

CONSIDÉRANT que la mairie d'Hégenheim n'a formulé aucune observation sur le dossier de demande de modification de la société KIBAG KIES BASEL dans sa télécopie du 30 novembre 2004

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier et compléter les prescriptions des arrêtés préfectoraux de la société KIBAG KIES BASEL s'agissant de la modification du plan de phasage et de remise en état, le mode de transport des matériaux et le nouveau calcul des garanties financières,

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 –

La Sté KIBAG KIES BASEL, dont le siège social est à Hegenheimerstrasse 311, CH – 4055 BASEL, autorisée à exploiter une carrière à Hégenheim dit « site 2 », est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants.

Article 2- Phasage d'exploitation et de remise en état

Le plan de phasage et de remise en état annexé au présent arrêté annule et remplace le phasage d'exploitation décrit dans le dossier « éléments nécessaires à l'évaluation des garanties financières » datant d'avril 1999 de la société KIBAG KIES BASEL.

L'échéance de l'actuelle autorisation d'exploiter est au 19 avril 2013 (20 ans à compter de l'autorisation d'exploiter n° 930570 du 19 avril 1993). La remise en état du site doit être réalisée au plus tard le 19 avril 2018 (5 ans à compter de l'échéance de l'autorisation d'exploiter).

Article 3- Mode de transport des matériaux du site 2 au site 1

Le présent article modifie le mode de transport prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale (transport par prolongement de la bande transporteuse entre le site n°1 et n°2).

Les camions traversent la rue des carrières puis empruntent le chemin du Gross Reibertweg qui se prolonge dans l'emprise de la gravière située à l'Est sur la carrière autorisée.

Article 4 - Garanties financières

Le présent article annule et remplace l'arrêté préfectoral complémentaire n°991369 du 23 juin 1999.

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévue aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

Article 4.1 – Montant des garanties financières

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes quinquennales et une période de 3 ans. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Période	Montant euros TTC
2005-2010	108 994,50
2010-2015	108 994,50
2015-2018 (fin de la remise en état)	108 994,50

Les montants des garanties financières sont actualisés sur l'indice IP01 de juillet 2004

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

Article 4.2 - Actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 4.3. Justification des garanties financières

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1er février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

Article 5 –

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

Article 6 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Société KIBAG KIES BASEL.

Le Préfet

Délais et voies de recours (Article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.